

APPEL DES TRAVAILLEURS

De chacun selon ses forces
A chacun selon ses besoins.

DES VILLES ET DES CAMPAGNES

La Terre au Paysan
La Machine à l'Ouvrier.

Organe de la Fédération Ouvrière Socialiste de la Côte-d'Or

PARAISANT TOUS LES SAMEDIS

RÉDACTION ADMINISTRATION

DIJON - Place du 1^{er} Mai, 5 - DIJON

On s'abonne sans Frais dans tous les bureaux de postes

10 CENTIMES

LE NUMÉRO

ABONNEMENTS
Un an, 6 fr. — Six mois, 3 fr. 50, payables au bureau du journal.
Les frais en sus pour recouvrement par la poste
L'abonnement est payable d'avance et se continue jusqu'au refus du journal
ANNONCES
La Ligne, 25 cent. En réclame, 40 cent. Les annonces commerciales se traitent de gré à gré

AVIS

A la demande de nombreux amis nous ayant fait observer qu'il était regrettable d'obliger à nous écrire, pour renouveler leur adhésion, les anciens abonnés qui ont soutenu l'organe de notre parti pendant de longues années, nous continuons à le leur adresser, persuadés qu'ils voudront bien encore rester des nôtres et priant ceux qui en décideraient autrement de refuser le prochain numéro au facteur.

Nous publions, en troisième page, la Déclaration de Principes adoptée au Congrès de Tours; nous publierons le programme dans notre prochain numéro.

MANIFESTE

des Elus du suffrage universel aux électeurs de la première circonscription de Beaune

CHERS CONCITOYENS,

A la veille des élections législatives, vos conseillers généraux et d'arrondissement, exclusivement guidés par leurs sentiments républicains, ont une mission pénible, mais qu'ils se croient obligés de remplir comme un devoir civique.

Depuis 1891, M. Ricard est député de la 1^{re} circonscription de Beaune.

Sans rechercher si son républicanisme est sincère ou seulement affecté, ils sont obligés de constater que son attitude politique n'a jamais été nette, franche et loyale.

Ses hésitations dans la solution à donner à la plupart des questions économiques qui intéressent notre circonscription, l'ont fait s'associer à des lois équivoques et ruineuses.

Plus préoccupé de ses intérêts électoraux et de ses rancunes personnelles que du bien général de la démocratie, d'un caractère autoritaire et despotique, imposant à l'administration le choix de ses créatures et ne réservant qu'à elles seules sa protection et ses faveurs, il a cherché à transformer tous les fonctionnaires de la circonscription en agents électoraux, essayant de terroriser ceux d'entre eux, heureusement fort nombreux, qui avaient assez conscience de leur dignité pour vouloir rester indépendants.

La manifestation des instituteurs, à la suite d'une nomination récente, indique que cette situation intolérable ne peut plus durer sans risques d'amener la division du parti républicain.

C'est ce que nous voulons éviter.

Électeurs de la 1^{re} circonscription de Beaune, vos élus au Conseil général et au Conseil d'arrondissement, dans l'intérêt supérieur de la République et avec le plus absolu désintéressement, ont leur devoir de se séparer nettement du député sortant et de vous faire connaître publiquement et collectivement leur décision et les raisons qui l'ont motivée.

Si leur appartenance ne leur appartient pas de dicter leur conduite, mais ils ont pour devoir de vous en informer, vous êtes avertis, vous

terez maintenant en toute liberté et en toute connaissance de cause.

Vive la République!

CHAUVELOT-GIRARD, conseiller général du canton de Beaune-Sud;

MOUCHOUX, président du Conseil d'arrondissement, conseiller du canton de Beaune-Nord;

BOUHEY-ALEX, conseiller général du canton de Nuits-Saint-Georges;

CAMUZET, conseiller d'arrondissement du canton de Nuits-St-Georges;

MOUILLON, conseiller d'arrondissement du canton de Saint-Jean-de-Losne;

MOUSSON, conseiller général du canton de Seurre;

BERGEROT, conseiller d'arrondissement du canton de Seurre.

PAROLES SOCIALISTES

Au cours de la discussion du budget, il vient de se produire, à la Chambre, à propos des pétroles, un échange de vues sur lequel je voudrais attirer l'attention de ceux qui taxent d'utopies nos idées socialistes et qui nous accusent de rêver des révolutions chimériques.

Un député qui n'appartient pas au groupe socialiste, et dont nous sommes loin d'approuver tous les actes politiques, M. André Berthelot, a réclamé pour l'Etat le monopole des pétroles. Pour soutenir sa proposition, il a démontré que les consommateurs français payaient le pétrole plus cher qu'il ne coûte dans aucun autre pays du monde, et il a dénoncé à la Chambre les bénéfices scandaleux que réalisent une poignée de raffineurs. Sur la qualité de ces bénéfices, M. Caillaux et M. Berthelot n'ont pu se mettre d'accord; le ministre les évaluait à six millions; M. Berthelot, par une étude très serrée des chiffres, les élevait au moins à quinze millions.

Six ou quinze, peu nous importe! Ce que nous devons relever dans cette discussion au cours de laquelle ni M. Caillaux, ni M. Berthelot ne pensaient aux principes socialistes, préoccupés qu'ils étaient, uniquement, par l'équilibre du budget, c'est une phrase de M. Berthelot, dont il n'a peut-être pas mesuré lui-même toute l'importance, et qu'ont soulignée les applaudissements de l'extrême-gauche.

« Ce commerce, demandait-il, actuellement monopolisé entre les mains d'un syndicat de gros financiers, doit-il être transféré à l'Etat et les bénéfices qui sont actuellement distribués à cette douzaine de particuliers par un artifice fiscal, doivent-ils être restitués à la généralité des contribuables? »

« S'il y a, a répondu lui-même M. Berthelot, un cas où la substitution au monopole de fait réalisé au profit de quelques individus, d'un monopole de l'Etat, soit légitime et commandé par des circonstances, par l'intérêt général,

par celui des consommateurs, par l'intérêt des finances publiques, c'est bien le cas de l'industrie du pétrole. »

Ces paroles, notez-le, n'ont pas été prononcées par un socialiste, elles n'ont pas été lancées dans un manifeste sonore pour éblouir des électeurs, c'est un débat matériel et précis, une question de gros sous, la recherche d'un expédient pour boucler le budget, qui les ont amenées sur les lèvres de l'orateur. C'est comme involontairement, poussé par la force et la logique des choses, que M. Berthelot les a proclamées.

Ce qu'il a dit sur le pétrole, il aurait pu, sans doute, le dire sur bien d'autres matières, sur les charbons et le fer, par exemple; après avoir parlé du syndicat des pétroles, du trust dont M. Rockefeller est l'âme, il convenait, en toute logique, de parler des propriétaires de mines et de M. Schneider. M. Berthelot ne l'a pas fait, mais son exclamation spontanée nous autorise à le faire.

Oui, aujourd'hui, notre société capitaliste se débat contre des problèmes financiers, pour lesquels elle n'a pas de solution. Menacée par les transformations économiques qui s'accomplissent chaque jour, elle est impuissante à les enrayer et ne veut rien faire pour se mettre en harmonie avec les conditions de la vie contemporaine. Le remède qu'elle est incapable d'apporter, viendra précisément des doctrines socialistes.

Parfois, quelques-uns semblent l'entrevoir et l'avouent, presque à leur insu, comme M. Berthelot. La plupart préfèrent insulter les socialistes; mais il n'est pas plus en puissance d'arrêter la vérité que de s'opposer aux faits, et malgré eux et sous leurs yeux, le socialisme se réalise, parce que, né de la conscience contemporaine, il répond seul aux exigences que la vie contemporaine a créées.

L. R.

France et Russie

M. Loubet s'apprete à aller visiter, à Saint-Petersbourg, le tsar Nicolas II.

Il se peut que, dans l'état actuel de l'Europe armée, l'alliance avec l'autocrate russe soit nécessaire à la France, il se peut aussi qu'aucun autre gouvernement, ni celui de l'Angleterre, ni celui de l'Allemagne, ni celui de l'Italie ne soit plus digne de notre estime socialiste que celui du tsar.

Pour nous, nous ne croyons pas à la sincérité de l'alliance franco-russe; nous pensons que les Russes ne se sont adressés à la France que parce qu'ils avaient besoin de son appui en Extrême-Orient et surtout de son argent. Des que nos besoins auront cessé, les Russes nous tireront leur révérence et il ne nous restera que le souvenir des millions envoyés vers la Nava.

Mais il se peut que nous nous trompions, et nous comprenons que certaines personnes aient scrupule à attaquer une alliance qu'elles croient

sérieuse et nécessaire. On peut même estimer que des manifestations officielles sont utiles pour imposer le respect à nos voisins. Mais, dans ce cas, si la prudence interdit les protestations, la simple dignité veut que l'on se taise.

Tout témoignage de sympathie envers le tsar est un acte de platitude que doit réprouver la conscience publique; car, nous ne devons cesser de le proclamer, le gouvernement russe est abominable et les actes qu'il commet journellement sont une honte pour le monde civilisé.

Non seulement la Russie gémit depuis des siècles sous le poids de l'absolutisme, mais ce joug, loin de s'alléger, semble devenir chaque jour plus pesant.

Le règne de Nicolas II restera marqué dans l'histoire, par le souvenir de la confiscation des libertés finlandaises et par celui des persécutions contre les universités.

La Finlande, arrachée à la Suède par Alexandre II, avec la complicité de Napoléon I^{er} — digne fruit d'une première alliance franco-russe — avait conservé, jusqu'à la fin du XIX^e siècle, une constitution parlementaire et la langue nationale. Elle pleure aujourd'hui la perte de ses garanties légales et la langue russe lui est imposée.

Quant aux étudiants, aux ouvriers exaspérés par ce régime de silence et de mort, on sait comment les cosaques de Nicolas II savent les mettre à la raison.

Il y a actuellement en Russie 842,729 détenus et en Sibirie 79,160 exilés. Dans ces chiffres ne sont compris ni les prisonniers militaires, ni les paysans enfermés par milliers dans les maisons de correction.

La France vient de célébrer le centenaire de Victor Hugo, mais elle a oublié l'anathème foudroyant que ce poète lançait sur le despotisme russe, anathème qu'il convient de répéter puisqu'il n'a pas perdu son actualité.

Le 29 novembre 1853, à Jersey, où il vivait exilé, Victor Hugo tenait devant les réfugiés polonais, le discours suivant :

« Il y a en Europe un homme qui pèse sur l'Europe; qui est tout ensemble prince spirituel, seigneur temporel, despote, autocrate, obéi dans la caserne, adoré dans le monastère, chef de la consigne et du dogme, et qui met en mouvement, pour l'écrasement des libertés du continent un empire de la force de 60 (aujourd'hui 120) millions d'hommes. Ces millions d'hommes, il les tient dans sa main, non comme des hommes, mais comme des brutes, non comme des esprits, mais comme des outils. En sa double qualité ecclésiastique et militaire, il met un uniforme à leurs âmes, comme à leur corps; il dit: Marchez! et il faut marcher; il dit: Croyez! et il faut croire... empereur comme Charles-Quint, pape comme Grégoire VII, il tient dans ses mains une croix qui se termine en glaive et un sceptre qui se termine en knout... Dans le diadème qui a toute la vigueur d'un décret du tsar, l'Europe républicaine ou l'Europe cosaque, c'est Nicolas de Russie qui incarne l'Europe cosaque! Nicolas de Russie est le vis-à-vis de la Révolution. »

Ce que Victor Hugo disait de Nicolas I^{er}, est vrai de Nicolas II et les

horreurs que la conscience de Victor Hugo réprouvait, les socialistes ont encore aujourd'hui le devoir de les flétrir. Z. R.

LE CONGRÈS DE TOURS

Nos lecteurs ont certainement lu les débats du Congrès de Tours, où fut élaboré le programme de réformes immédiates dont les élus socialistes devront poursuivre l'application au cours de la prochaine législature.

Nous ne les reproduisons pas, nous bornant à publier ses résultats, ce qui est l'essentiel.

Le programme adopté n'a pas la prétention d'être le but suprême du socialisme; il ne prétend pas constituer une doctrine immuable. Elaboré en vue d'une action législative de quatre ans, il se borne à énoncer les réformes qui peuvent se réaliser dès maintenant par la voie parlementaire, dans la société actuelle et avec la mentalité imparfaite du corps électoral. D'autres seront surpris de cette modestie; quant à nous, qui avons passé quatre ans dans un corps élu, nous pensons que si la prochaine législature pouvait accomplir un tel programme, l'idéal communiste pourrait bien vite devenir une réalité. Il est ce qu'il doit être, et nous pensons qu'il satisfait les militants de la Côte-d'Or.

La déclaration de principes qui le précède, et qui fait remonter l'origine du socialisme français à la Déclaration des Droits de l'Homme, n'est pas non plus pour nous déplaire.

Si intéressant que soit ce programme il ne constitue cependant pas l'œuvre maîtresse du Congrès de Tours.

Sa caractéristique, c'est moins la tradition révolutionnaire renouée que son adhésion complète, formelle, au principe fédéraliste.

De cela surtout nous sommes satisfaits.

Il y a trois ans, lorsque nos délégués se réunissaient salle Japy, ils assistaient éberlués au spectacle des divisions éternisées par les organisations centralisées et rivales. Il leur apparut de suite que si l'on voulait unifier le parti, il fallait briser les vieux cadres et ne faire qu'une seule organisation, assez unie pour exercer une influence prépondérante dans le prolétariat, mais aussi assez souple pour s'adapter à la pensée et à la méthode propres aux diverses régions de la France, trop vaste pour une seule école.

Un grand pays unifié constitue un empire: nous sommes républicains; le fédéralisme nous semble le régime républicain par excellence, logiquement nous devons l'appliquer au parti socialiste.

Nos délégués se réunirent donc à ceux du Jura, de l'Ain, du Doubs, de Seine-et-Loire, de l'Yonne et des Ardennes; et formulèrent une proposition dans ce sens, qui fut développée par M. Loubet à la tribune.

Le congrès la rejeta, naturellement,